

Conseil d'Etat LEGISLATION	Raad van State - 2015-1956
14 V 1956	
Transmis à M. - <i>coordination</i> (1) Overgemaakt aan de H.	

VVV.

L.5215/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 mai 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool", a donné le 7 mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e mei 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol", heeft de 7e mei 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend principalement à étendre le champ d'application de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, aux cercles privés dont les membres sont admis sans qu'un délai de huit jours ne s'écoule à compter de la demande d'admission et dont les décisions d'admission ne sont pas régulièrement consignées dans un registre spécial, tenu à la disposition des agents chargés par la loi de constater les infractions à ses dispositions.

Il prévoit, d'autre part, en faveur des débitants de boissons à consommer sur place, quelques atténuations du régime en vigueur en matière de détention de boissons spiritueuses et en matière d'interdiction d'exploiter un commerce ou un débit de boissons.

Dans le délai particulièrement bref qui lui est laissé, le Conseil d'Etat n'a pu procéder à l'examen approfondi du projet.

Il doit se borner aux observations qui suivent.

Article 1er.

L'extension du champ d'application de la loi est réalisée par l'adjonction d'une disposition nouvelle à l'alinéa qui fut inséré dans la loi du 29 août 1919 par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Le projet reprend cet alinéa en le complétant.

Le texte actuellement en vigueur concerne les locaux où les membres d'une association ou d'un groupement se réunissent, uniquement ou principalement, en vue de consommer des boissons spiritueuses ou fermentées ou de se livrer à des jeux de hasard.

Il institue une présomption d'accessibilité au public qui est fondée sur la nature de l'activité de l'organisme, sans égard aux conditions d'admission de personnes dans les locaux.

La nouvelle disposition établit, elle, une présomption d'accessibilité au public, fondée, cette fois, sur le mode d'admission des membres des cercles privés.

Le Gouvernement avait déjà inséré une disposition de ce genre dans un projet de loi de protection contre l'alcoolisme, qu'il déposa sur le bureau de la Chambre des Représentants le 26 novembre 1930 (Chambre, doc. n° 13, session 1930-1931, article 3).

Le présent projet, comme ceux qui le précèdent, est inspiré par la considération que dans l'un cas comme dans l'autre, les organismes visés ne doivent leur existence qu'au désir de leurs membres d'éluder la loi.

On relève dans le texte français de la disposition reprise de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, l'omission de l'adverbe "aussi" dont on retrouve le terme équivalent dans le texte néerlandais.

La partie nouvelle de la disposition serait mieux rédigée comme suit et assurerait une concordance plus parfaite avec le texte néerlandais :

"Sont considérés aussi comme endroits ~~aux~~ accessibles au public, les locaux où ainsi que les locaux des cercles privés dont les membres sont admis avant l'expiration d'un délai de huit jours à dater de l'introduction de leur demande d'admission ou dans lesquels cette demande et la décision sur celle-ci ne sont pas consignées à leur date, dans un registre spécial tenu à la disposition des agents visés à l'article 11 de la présente loi".

Le Conseil d'Etat fait remarquer que l'article 14 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse répute pour l'application de cet arrêté-loi endroits accessibles au public les mêmes lieux que ceux que la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, modifiée par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939, tient pour tels. Si le Gouvernement désire maintenir le parallélisme entre ces deux législations, il conviendra de compléter l'arrêté-loi relatif à la répression de l'ivresse de la même manière qu'il complète la loi sur le régime de l'alcool.

Article 2.

Le § 3 que l'article 2 du projet insère dans l'article 1er de la loi pourrait être mieux rédigé comme suit :

"Les interdictions prévues par le § 2 du présent article ne sont pas applicables aux pharmaciens lorsqu'ils délivrent des boissons spiritueuses sur la prescription d'un médecin".

.../...

Article 3.

Dans l'état actuel de la loi, les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses, ni dans les locaux où sont admis les consommateurs, ni dans les autres parties de l'établissement et même pas dans l'habitation attenante.

A l'avenir, cette interdiction est réduite à la détention de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs, ainsi que dans les locaux situés au même étage.

Article 4.

Les modifications que l'article 4 apporte à l'article 12 de la loi auront pour effet de soumettre la visite des locaux occupés par les débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place, à trois régimes différents.

Les agents chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi pourront pénétrer dans tous les locaux où les clients et les consommateurs ont accès librement, pendant tout le temps où ces locaux sont accessibles aux clients ou aux consommateurs.

.../...

Ils ne pourront pénétrer dans les autres locaux situés au même étage qu'entre huit et dix-huit heures, avec l'autorisation du juge de paix et à condition d'être deux. Quant aux autres parties du bâtiment, il ne pourra y être accédé que conformément aux règles du droit commun.

Aux termes du dernier alinéa de l'article, le débitant est tenu, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient dans l'établissement. Les interdictions imposées par la loi se limitant dorénavant aux locaux accessibles aux clients et aux consommateurs, ainsi qu'aux locaux situés au même étage, le prélèvement des échantillons, en vue de la recherche et de la constatation des infractions, ne pourra avoir lieu qu'en ces endroits.

Il conviendrait, dès lors, de remplacer l'expression "dans l'établissement" par celle de "dans les locaux déterminés à l'article 2".

Le Conseil d'Etat signale que la loi ne règle pas et n'a pas chargé le Roi de régler les modalités relatives à la prise d'échantillons. Peut-être ne serait-il pas inutile de saisir l'occasion qu'offre le présent projet pour y insérer une disposition chargeant le Roi de régler ces modalités.

Article 6.

La date d'entrée en vigueur de la loi se déterminerait plus facilement et plus nettement si cet article était rédigé comme suit :

"Article 6.-

L'interdiction prévue à l'article 1er, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 août 1919, modifié par l'article 2 de la présente loi, entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui où la présente loi aura été publiée au Moniteur belge".

Het ontwerp is er in hoofdzaak op gericht, het toepassingsgebied van de wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol te verruimen tot de private clubs, "waar de leden toegelaten worden vóór het verstrijken van een termijn van acht dagen te rekenen van de vraag tot toetreding" en waar de beslissingen tot opneming niet regelmatig worden opgetekend in een speciaal register, ter beschikking gehouden van de ambtenaren die de wet met het vaststellen van overtredingen zijner bepalingen belast.

Voorts brengt het ten behoeve van de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken enige mildering in de geldende regeling inzake het houden van sterke dranken en inzake verbod, een handel of een drank-slijterij te exploiteren.

Binnen de buitengewoon korte tijd die hem was toegemeten, heeft de Raad van State het ontwerp niet grondig kunnen onderzoeken.

Hij moet zich tot het maken van de volgende opmerkingen beperken.

Artikel 1.

De verruiming van het toepassingsgebied van de wet heeft plaats door het toevoegen van een nieuwe bepaling aan het lid, dat de besluitwet van 14 november 1939 in de wet van 29 augustus 1919 had ingevoegd.

Het ontwerp neemt dit lid over en vult het aan.

De thans geldende tekst betreft de lokalen waar de leden van een vereniging of groepering, uitsluitend of hoofdzakelijk, bijeenkomen om sterke of gegiste dranken te gebruiken of om aan hazardspel te doen.

Hij voert een vermoeden van toegankelijkheid voor het publiek in, dat gegrond is op de aard van de activiteit der instelling, ongeacht de voorwaarden van toelating tot de lokalen.

De nieuwe bepaling van haar kant voert een vermoeden van toegankelijkheid voor het publiek in, ditmaal gegrond op de wijze van toelating der leden van private clubs.

Een soortgelijke bepaling had de Regering reeds ingevoegd in een ontwerp van wet tegen het alcoholisme, dat zij op 26 november 1930 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ter tafel heeft neergelegd (Kamer, doc. nr 13, zitting 1930-1931, artikel 3).

Zoals de voorgaande ontwerpen gaat ook het tegenwoordige ontwerp uit van de overweging, dat de bedoelde instellingen in elk van deze gevallen hun bestaan alleen danken aan de behoefte van hun leden om de wet te ontduiken.

Er moge worden opgemerkt dat in de Franse tekst van de uit de besluitwet van 14 november 1939 overgenomen bepaling het bijwoord "aussi" is weggefallen, terwijl het woord "eveneens" in de Nederlandse tekst is blijven staan.

Het nieuwe gedeelte van de bepaling zou beter als volgt worden gelezen :

"Als voor het publiek toegankelijke plaatsen worden eveneens beschouwd de lokalen waar alsook de lokalen van private clubs waarvan de leden toegelaten worden vóór het verstrijken van een termijn van acht dagen te rekenen van het indienen van hun aanvraag tot toetreding of waar deze aanvraag en de beslissing daarover niet op hun datum opgetekend worden in een speciaal register, dat ter beschikking wordt gehouden van de in artikel 11 van deze wet bedoelde ambtenaren".

De Raad van State merkt op, dat artikel 14 van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de openbare dronkenschap, voor de toepassing van deze besluitwet, onder voor het publiek toegankelijke plaatsen dezelfde plaatsen verstaat als de wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol, gewijzigd bij de besluitwet van 14 november 1939. Wenst de Regering het parallelisme tussen beide wetgevingen in stand te houden, dan behoort de besluitwet betreffende de beteugeling van de openbare dronkenschap op dezelfde wijze als de wet op het regime van de alcohol te worden aangevuld.

... / ...

Artikel 2.

§ 3, die door artikel 2 van het ontwerp in artikel 1 van de wet wordt ingevoegd, ware beter als volgt gesteld :

"De in § 2 van dit artikel gestelde verbodsbepalingen gelden niet voor apothekers, wanneer zij sterke dranken op doktersvoorschrift afleveren".

Artikel 3.

In de huidige stand van de wet mogen de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voorhanden hebben, noch in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, noch in de overige gedeelten van de inrichting, noch zelfs in de belendende woning.

Voortaan geldt het verbod nog alleen voor het houden van sterke dranken in de lokalen waarin de verbruikers worden toegelaten, alsook in de lokalen die op dezelfde verdieping zijn gelegen.

Artikel 4.

Na de wijzigingen welke artikel 4 in artikel 12 van de wet zal aanbrengen, zullen voor het betreden van lokalen die de slijter van ter plaatse te verbruiken sterke dranken betreft, drie verschillende regelingen gelden.

De ambtenaren die met het opsporen en het vaststellen van de overtredingen der wet zijn belast, zullen alle lokalen waar klanten en verbruikers vrije toegang hebben, mogen betreden heel de tijd dat deze lokalen voor klanten of verbruikers toegankelijk zijn.

De overige, op dezelfde verdieping gelegen lokal mogen zij slechts tussen acht en achttien uur betreden, met machtiging van de vrederechter, en mits zij met hun tweeën zijn. Voor het betreden van de overige gedeelten van het gebouw gelden de regelen van het gemene recht.

Volgens het laatste lid van het artikel is de slijter bij voorkomend geval gehouden, monsters te laten nemen van de dranken die hij in de inrichting voorhanden heeft. Aangezien de bij de wet gestelde verbodsbepalingen voortaan alleen nog gelden voor de voor klanten en verbruikers toegankelijke lokalen, alsook voor de op dezelfde verdieping gelegen lokalen, zal het nemen van monsters met het oog op de opsporing en de vaststelling van overtredingen alleen in die plaatsen mogen worden verricht.

De uitdrukking "in de inrichting" zou derhalve beter door de uitdrukking "in de onder artikel 2 genoemde lokalen" worden vervangen.

De Raad van State wijst er op, dat de wet geen voorzieningen treft aangaande de wijze waarop monsters moeten worden genomen en dat zij evenmin de Koning met het bepalen er van belast. Wellicht ware het tegenwoordige ontwerp een gereede aanleiding om de wet aan te vullen met een bepaling, waarbij de Koning met het treffen van deze voorzieningen wordt belast.

Artikel 6.

De datum van inwerkingtreding van de wet zou gemakkelijker en nauwkeuriger te bepalen zijn, indien dit artikel luidde als volgt :

"Artikel 6.-

De verbodsbepaling onder artikel 1, § 2, tweede lid, van de wet van 29 augustus 1919 gewijzigd bij artikel 2 van de tegenwoordige wet, treedt in werking de eerste dag van de zevende maand volgend op die waarin de tegenwoordige wet in het Belgisch Staatsblad zal zijn bekendgemaakt".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,

J.COYETTE,	conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,

L.FREDERICQ,	assesseurs de la section
	de législation,
J.LIMPENS,	bijzitters van de afdeling
	wetgeving,

J.CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.